

6 Économie

"Je ne peux pas fonctionner avec un ministère sans budget d'investissement !"

Suite de la page 5

l'union. Avez-vous l'appui de tous vos collègues ?

D'abord, moi je n'applique pas mon programme. J'applique le programme du président de la République, celui de "l'Égalité des chances" pour inventer ce qui n'existe pas encore.

Permettez-moi de revenir, très rapidement, sur l'achèvement des travaux de VRD, d'adduction d'eau et d'électricité dans les nouveaux lotissements d'Angondjé et de Bikélé. Des actions ont été menées par les services du département en charge des Ressources hydrauliques, et de la Société d'énergie et d'eau du Gabon. Il y a eu des actions de terrain. Je vais demander un rapport à la SNLS (Société nationale du logement social, ndlr) chargé des dossiers de Bikélé et d'Angondjé. Mais, en tout cas, je dois constater qu'à ce jour, la SNLS n'a toujours perçu aucun loyer sur le site d'Angondjé. C'est-à-dire qu'on est dans un pays où les sociétés nationales font perdre des centaines de milliards à l'Etat tous les ans. Et on ne fait rien.

Comment expliquez-vous que la SNLS ne perçoive, à ce jour, aucun loyer ?

Je suppose qu'il y a de mauvais modèles économiques, que ce soit la SNLS, la SNI (Société nationale immobilière, ndlr) ou ailleurs. On est avec des acteurs qui pensent avoir des "titres fonciers" sur leurs directions. On a donc des gens qui se croient intouchables et qui, parfois, ne savent pas se remettre en question. Il suffit de critiquer cela pour que l'on dise que le vice-Premier ministre en fait trop ! Il n'a qu'à s'occuper de ce qui le regarde. Mais moi, je n'ai pas été nommé pour couvrir le désordre ou l'hémorragie financière. J'ai bien été pris dans l'opposition, non pas pour faire le "convivialisme". J'ai été nommé pour faire bouger les lignes. Je préfère faire des erreurs que d'être dans l'immobilisme. On est tous d'accord que le système est épuisé. Il faut donc le changer avec des nouvelles intelligences, tout en préservant les acquis des anciens. Mais on ne peut pas aujourd'hui faire comme si tout allait bien. Ce n'est pas possible. Moi, je m'oppose à cela.

Enfin, quelle est votre marge de manœuvre par rapport à cette situation à Angondjé et à Bikélé, quand on sait que malgré vos ultimatums, aucune de ces populations n'a daigné déguerpir ?

Je constate que les gens veulent l'affrontement. Mais, il n'appartient pas à un ministre d'encourager l'affrontement. Il faut rétablir l'ordre dans des espaces où l'incivisme ou la criminalité règne. Il y a quand même des collectifs qui ont organisé une économie parallèle dans des maisons construites par l'Etat. Ce qui me surprend est le fait de savoir qu'il y a des acteurs qui les soutiennent. Il y a des membres même de mon administration, des acteurs clés de notre Etat qui encouragent ce désordre. J'ai des noms et des preuves d'acteurs qui encouragent le désordre, mais je ne peux pas le faire. Ce n'est pas normal ! Il faut savoir que je ne suis pas comptable de tout ce désordre. Je n'étais pas au gouvernement quand tout ce désordre s'est produit. Je suis responsable parce que je suis à la tête du ministère. Toutefois, il y a bien une raison pour laquelle on s'est retrouvé dans

cette situation. Cela va depuis les élections présidentielles, où le président de la République s'est retrouvé avec des faux amis. C'est à-dire des personnes qui viennent lui dire que « tout va bien ». Or, rien ne va. Et je vous assure que derrière Angondjé et Bikélé, il y a des personnalités qui veulent faire échouer le président de la République par rapport à son programme des 5000 logements. Moi, je fais confiance au Premier ministre, au ministre de la Défense, au ministre de l'Intérieur et au ministre de la Justice, pour que force reste à la loi. Ce n'est pas le dossier de Moubamba. Il est vrai que je gère. C'est un dossier qui est géré solidairement par tout le gouvernement,

Pourtant, dans ce dossier, on ne voit pas vos collègues du gouvernement adopter, comme vous, une posture aussi ferme... Ne vous sentez-vous pas un peu isolé ?

Je dis non. C'est le problème du gouvernement et non celui du vice-Premier ministre. Je suis responsable et non coupable. Et je n'en fais pas un problème personnel, comme peuvent le penser certains. Ceux qui veulent me faire échouer se mettent le doigt dans l'œil. Je suis d'ailleurs un humanitaire à la base. Voilà pourquoi j'ai dit, en entrant au gouvernement d'ouverture, que je me suis arraché les boyaux et les tripes pour la nation. Ce dossier manipulé par l'opposition radicale est celui du gouvernement et il doit prendre ses responsabilités. Je suis là au-delà de mes positions antérieures, qui étaient des positions radicales. J'ai donc mis de l'eau dans mon vin pour la stabilité du pays. Mais il y a des choses que je ne vais jamais tolérer. Je ne rentrerai jamais dans les compromissions. On ne va pas changer ma nature.

Le président de la République et moi avons une alliance objective pour la Nation, et je lui fais confiance. Cette alliance est basée sur la préservation et la stabilité de l'Etat, la volonté d'empêcher le chaos dans lequel veulent nous entraîner certains acteurs, qui font une mauvaise lecture des événements. Je suis un opposant intelligent. Je ne suis pas un illuminé. Je sais donc ce que je fais. Et je dis que c'est un dossier du gouvernement et non un dossier personnel.

Des bruits au sein de votre département vous accusent d'avoir fait main basse, dès votre arrivée au ministère, sur les terrains de la section YU8 au lieu-dit Mveng-Ayong, dans la commune d'Akanda. Vous auriez, dit-on, annulé toutes les réservations pour les remplacer par une autre liste à votre convenance. Que répondez-vous à ces accusations ?

S'agissant du lotissement de la section YU8 à Angondjé, après examen de ce dossier et des informations obtenues sur ce sujet, il m'a été donné de constater que sur la liste des réservataires des parcelles, plusieurs noms des personnes non identifiées avaient été utilisés par certains cadres de l'administration, voire des personnalités de la République, afin de se faire attribuer des parcelles au-delà des superficies autorisées en la matière. En réalité, j'ai trouvé un conflit entre une liste présentée par le ministre Emame Nsolet et une liste présentée par le ministre Guedon. Et, ensuite, une liste constituée des déguerpis de Marseille et Mveng-Ayong. J'ai

donc harmonisé toutes les listes. J'ai trouvé des listes que j'ai nettoyées pour un problème qui durait depuis 3 ans. Après, j'ai priorisé des déguerpis de Marseille et Mveng-Ayong (130). Donc, il n'y a pas de liste Moubamba et il n'y en aura jamais.

Pour être plus pratique, quelles seront les priorités de votre département pour l'année 2017 ? Combien de logements sociaux comptez-vous construire cette année, avec la modeste enveloppe qui vous sera allouée ?

On avait zéro budget d'investissement pour 2017. J'ai écrit au Premier ministre pour lui faire état de la situation, lui disant que ce budget est prioritaire pour le président de la République. Il m'a répondu, en me disant qu'il y aura un collectif budgétaire et que ce ministère disposera d'un budget d'investissement. Nous verrons sur le contenu de cette enveloppe additionnelle.

M. le vice-Premier ministre, vous dites bien que votre département n'a pas obtenu de budget d'investissement pour l'année 2017 ?

Ce n'est pas une chose étonnante. Il y a eu un détournement de 250 milliards de francs, qui a entraîné la fermeture du ministère en 2011. Et, depuis, il n'y a plus eu de budget d'investissement. Ce n'est pas Moubamba qui a utilisé les 250 milliards de francs à l'Habitat. Il y a des gens qui sont passés ici, qui ont mangé 250 milliards de francs et pensent qu'ils s'en tireront à bon compte. Moi je ferai un audit de l'Habitat, dès que je trouverai le cabinet qu'il faut pour effectuer cette opération. Je ne pense qu'on m'a envoyé ici pour m'humilier ou me faire passer pour un acteur peu crédible. Je ne peux pas fonctionner avec un ministère sans budget d'investissement. Il se trouve qu'on est en récession budgétaire. J'espère que la situation va s'améliorer. Je compte développer, certes, des partenariats publics et privés. J'ai déjà signé avec des promoteurs. Le meilleur reste à venir.

Je réitère ma question M. le VPM. Pour 2017, vous prévoyez construire combien de logements sociaux ?

Dans les 16 engagements du candidat Ali Bongo Ondimba, il avait prévu de construire plus de 13 000 logements. Certains n'ont pas considéré mes propos quand j'ai dit que j'allais construire 10 000 logements. On peut construire 10 000 logements pour 2017. On peut engager les chantiers de 10 000 logements. Sous ce magistère, le chantier de la cité des 3 Dorades, près du stade de Ntchengue à Port-Gentil, va reprendre : 1 000 logements. Je vais réactiver aussi à Libreville le dossier des déguerpis des bassins versants de Nzeng-Ayong. Dans quelques mois, ils vont s'installer gratuitement vers Okolassi : 1 000 logements. Vous savez, si on ne fait pas bien les choses dans ce pays, c'est, en partie, à cause du manque de vision, de la corruption et du « mauvais cœur ». Ensemble, nous pouvons faire de grandes choses dans ce pays. Nous sommes moins de 2 millions d'habitants, nous sommes riches, on a des capacités invraisemblables.

Vos 5 prédécesseurs avaient pourtant aussi le même discours, teinté d'optimisme...

Moi, je réussirai ! Pourquoi ? Parce que je viens au nom du Seigneur, comme David devant Goliath. Et Goliath est un système de méchanceté gratuite.

En tant que politicien très avisé, vous ne voyez pas cela comme un piège de vous avoir attribué un ministère à problèmes comme l'Habitat ?

Non, je suis un homme de défis. J'ai de la fierté à m'occuper de ce ministère très concret, très pratique. L'œil ne ment pas. Après tout, je viens au nom du Seigneur non ?

Ne craignez-vous pas que les lobbys fassent tout pour vous faire échouer ?

A vrai dire, je me suis engagé librement. Pas pour venir m'enrichir dans ce département. Je suis au service de l'Etat, j'agis sur commande, je fais mon job. Je fais mon devoir et je suis libre. Je ne suis pas un excité par le pouvoir. Je ne fais pas partie de ceux qui pensent qu'il n'y a pas de vie en dehors du gouvernement. Où est le piège là-dedans ? Je suis libre de dire oui ou non. Est-ce que c'est fou ? Donc, ce que les gens peuvent dire sur moi, tous les projets que les gens nourrissent contre ma modeste personne, je le prends comme quelque chose de normal. C'est le prix à payer pour celui qui veut servir le bien commun.

Monsieur le VPM, pour clore notre entretien, pouvez-vous nous dire ce qui s'est réellement passé lors de votre passage à l'Assemblée nationale, le 21 novembre 2016 ?

Premièrement, je suis passé à l'émission "Vendredi politique", quelques jours avant et j'ai énoncé un certain nombre de vérités comme ce que je viens de prononcer devant vous, et cela n'a pas plu à un certain nombre de compatriotes. Et je devais donc passer à la Commission des Finances pour présenter mon maigre budget. Il est vrai que les députés me reprochaient déjà mes propos à l'émission "Vendredi politique". Pour cela, ils ont profité d'une petite erreur de mon administration. Cela a suffi pour déclencher une suspension de séance, puis un renvoi de la séance. On a exagéré. J'ai finalement présenté, le lendemain, mon budget. Et cette fois-ci, les choses se sont très bien passées. On a extrapolé tout ceci. Les députés sont des compatriotes et des gens respectables. Mais voilà une Assemblée nationale quasiment monocolore, à quelque exception près, il faut se réjouir qu'un ministre vienne un peu animer le débat. Vous savez, lorsqu'on exclut l'opposition d'une Assemblée nationale, l'opposition naît de l'intérieur du pouvoir, parce que la nature a horreur du vide et c'est ce que j'ai voulu rappeler en répondant aux députés du parti du pouvoir, que j'étais dans un gouvernement d'ouverture et que j'étais fidèle au président de la République, sous l'autorité du Premier ministre. J'espère que l'Assemblée nationale qui sortira en juillet prochain ne sera plus une Assemblée nationale monocolore. C'est un nouveau cycle politique qui a commencé au Gabon. Malgré les inquiétudes, il y a de quoi rester optimiste. Le « Gabon actuel » est un monde nouveau qui naît dans les douleurs de l'enfantement. Restons positifs, en dépit de tout.

CHANGEMENT	COURS INDICATIFS DES DEVISES EN DATE DU 09/12/2016	FIXING			VENTE BILLETS (sans frais)		INDICES BOURSISERS			
		DEV	EUR/DEV	DEV/COT	DEV/CFA	DEV	CFA		en date du	
		XAF	xxxxx	xxxxx	xxxxxx	1 EUR	655,957			
		USD	1,0762	1USD =	609,512	1 USD	627,798	CAC 40	09/12/2016	4 735,48
		CAD	1,4222	1CAD =	461,227	1 CAD	475,064	DOW JONES	09/12/2016	19 614,81
		JPY	122,6100	1JPY =	5,350	100 JPY	5,510			
		GBP	0,8500	1GBP =	771,760	1 GBP	794,912			
		CHF	1,0853	1CHF =	604,402	100 CHF	622,53			
		ZAR	14,7162	1ZAR =	44,574	100 ZAR	45,91			
		MAD	10,6971	1MAD =	61,321	MAD	64,74			
		CNY	7,4041	1CNY =	88,594	1CNY	91,25			
		KES	108,2600	1KES =	6,059	1KES	6,24			

BRENT (IPE) US Dollars/Baril
09 Décembre 2016: **54,09**